

M^É

MAÎTRE
éditeur

Volume 30
Numéro 1
Janvier 2019

Photo : André Ouellet

DANS CE NUMÉRO

Tout sur les modifications au *Code de la sécurité routière* p. 2

L'ouvrage *Biens et propriété* enfin mis à jour p. 4

Du nouveau sur Thomson Reuters ProView p. 5

L'épargne-retraite expliquée en 50 mots clés p. 9

Découvrez :



THOMSON REUTERS®



AVOCATS ÉMÉRITES 2018

Chaque année, le Barreau du Québec reconnaît l'excellence de certains de ses membres par l'attribution de la distinction honorifique *Avocat émérite* (Ad. E.). C'est le 20 novembre dernier qu'a eu lieu la cérémonie spéciale soulignant l'apport exceptionnel de ces avocats à la profession. Éditions Yvon Blais félicite tous les récipiendaires, et plus particulièrement ses auteurs.

M^e Louis-François Asselin, Ad. E.
(Laurentides-Lanaudière)

M^e Raymond Bachand, Ad. E. (Montréal)

M^e Daniel Boyer, Ad. E. (Montréal)

M^e Sébastien C. Caron, Ad. E. (Montréal)

M^e Louis R. Charron, Ad. E. (Montréal)

M^e Luc Deshaies, Ad. E. (Montréal)

M^e Isabelle Doray, Ad. E. (Montréal)

M^e Eric Dunberry, Ad. E. (Montréal)

M^e Magali Fournier, Ad. E. (Montréal)

M^e Robert F. Hall, Ad. E. (Arthabaska)

M^e Christine Jutras, Ad. E. (Arthabaska)

M^e Stéphane Lacoste, Ad. E. (Laval)

M^e Christian Leblanc, Ad. E.
(Abitibi-Témiscamingue)

M^e Nancy Leblanc, Ad. E. (Côte-Nord)

M^e Pierre Lévesque, Ad. E.
(Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine)

M^e Didier Lluelles, Ad. E. (Montréal)

M^e Claude Marseille, Ad. E. (Montréal)

M^e Pascale Pageau, Ad. E. (Montréal)

M^e Diane Petit, Ad. E. (Montréal)

M^e François Rolland, Ad. E. (Montréal)

M^e Stéphane Rousseau, Ad. E. (Montréal)

M^e Danièle Roy, Ad. E. (Montréal)

**M^e Jean-Claude Royer, Ad. E.,
avocat à la retraite (Québec)**

M^e Frédérique Sabourin, Ad. E. (Québec)

M^e Martin F. Sheehan, Ad. E. (Montréal)

M^e Nathalie Vézina, Ad. E. (Saint-François)



TOUTES NOS FÉLICITATIONS À M^e MARC GUÉNETTE

Nous ressentons toujours une petite fierté lorsque l'un de nos auteurs est cité par la Cour suprême. Mais lorsque cet auteur s'avère être en plus un de nos collègues, nous nous devons de le souligner !

Après M^e Édith Lambert, citée en avril 2017 dans la décision *Ostiguy c. Allie* avec son ouvrage *La prescription*, publié dans la collection Commentaire sur le Code civil du Québec, c'est au tour de M^e Marc Guénette d'être cité dans le jugement *Churchill Falls (Labrador) Corp. c. Hydro-Québec* déposé le 2 novembre 2018 par la Cour suprême du Canada. Une preuve irréfutable de la qualité de sa publication *Les différentes formes d'entreprises au Canada*.

LÉGISLATION SUR LE CANNABIS

Lois et règlements

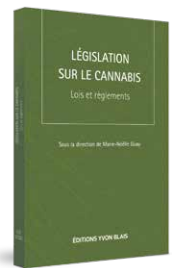
Les nouvelles dispositions fédérales et provinciales décriminalisant le cannabis ont des impacts dans bien des sphères de notre société. Des avocats aux employeurs, en passant par les policiers et les divers intervenants sociaux, tous doivent connaître cette nouvelle législation pour l'appliquer justement. Notre volume regroupant tous les textes pertinents, ainsi qu'un index analytique détaillé, vous permet d'avoir rapidement accès à l'information recherchée.

Vous y trouverez, en version française et anglaise :

- La *Loi sur le cannabis*
- Le *Règlement sur le cannabis*
- Le *Règlement sur le chanvre industriel*
- Le *Règlement sur les compétences pour la désignation à titre d'analyste (cannabis)*
- Le *Règlement sur les concentrations de drogues dans le sang*
- Le *Règlement sur l'exécution policière de la Loi sur le cannabis*
- La *Loi encadrant le cannabis*

Ainsi que des extraits de lois connexes

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-453-9 • 560 pages • 35 \$



CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ANNOTÉ 2019

NOUVELLE ÉDITION

Lois et règlements connexes

Alain Bissonnette, Marie-Hélène Lamoureux et Pierre-Alexandre Krupa

Publié annuellement, le *Code de la sécurité routière annoté* est apprécié des avocats pour son contenu détaillé et les annotations justes et pertinentes de ses auteurs. Les amendes et points d'inaptitude, indiqués directement sous les articles pertinents, et le tableau plastifié des amendes et points d'inaptitude pour les infractions de vitesse en font également un outil résolument pratique pour les policiers.

L'édition 2019 du *Code de la sécurité routière annoté* s'avère plus incontournable que jamais puisqu'elle inclut notamment :

- Les modifications apportées par la *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions*, qui ajoute, modifie, remplace ou abroge plus de 200 articles du *Code de la sécurité routière*
- Les modifications apportées par la nouvelle législation sur le cannabis
- La mise à jour des amendes et points d'inaptitude sous l'ensemble des articles du *Code de la sécurité routière*.
- Une centaine de nouvelles annotations concernant la jurisprudence de la dernière année
- La réorganisation de plusieurs annotations et l'ajout de plans des annotations pour une recherche et une consultation encore plus efficace



Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-429-4 • 1334 pages
Livre imprimé ou numérique : 92 \$
Combo imprimé et numérique : 110 \$
Cédérom : 158 \$

PRIX DE LA FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC 2018
CATÉGORIE RÉPERTOIRE ET MANUEL DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE

CODE CIVIL DU QUÉBEC

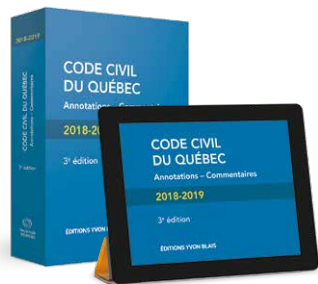
Annotations – Commentaires 2018-2019, 3^e édition

Benoît Moore (dir.), Alain Roy, Julie Biron, Élise Charpentier, Sébastien Lanctôt, Catherine Piché et Maya Cachecho

« Le Code civil au quotidien », tel pourrait être le titre de cet ouvrage. De format compact et de facture résolument pratique, il analyse en un seul volume l'ensemble du *Code civil du Québec*. Les auteurs y proposent, dans un minimum d'espace, un maximum d'informations, contextualisées et structurées afin de présenter une synthèse juste, et la plus objective possible, de l'état du droit sur une question. Cette approche permet d'avoir une vision la plus complète possible d'une matière, de situer rapidement la règle applicable et d'amorcer une recherche efficacement.

Le livre contient plus de 12 000 références jurisprudentielles qui renvoient aux décisions de principe ou, dans certains cas, aux illustrations topiques les plus récentes. Les milliers de références doctrinales intégrées aux commentaires orientent, quant à elles, le lecteur sur des questions plus précises.

Couverture souple • 2018
 978-2-89730-406-5 • 2630 pages
 Livre imprimé ou numérique : 75 \$
 Combo imprimé et numérique : 90 \$



LE MANDAT DE PROTECTION (Art. 2166 à 2174 C.c.Q.)

NOUVEAUTÉ

Collection Commentaires sur le Code civil du Québec

Michel Beauchamp

Outil de travail unique, cet ouvrage contient des commentaires de M^e Michel Beauchamp sur chacun des articles du *Code civil du Québec* portant sur le mandat de protection. Chaque commentaire constitue une analyse détaillée d'un article et comporte une synthèse de l'état actuel du droit en la matière. On y fait abondamment référence à la jurisprudence et à la doctrine pertinentes.

À chacun des commentaires s'ajoutent des extraits des articles correspondants du *Code civil du Bas Canada*, les textes proposés par l'Office de révision du Code civil et les commentaires de cet organisme, les commentaires du ministère de la Justice sur les articles du Projet de loi 125 correspondant au texte adopté ainsi que les commentaires du ministre de la Justice sur la version finale des articles du Code civil.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89635-311-8 • 242 pages • 55 \$



ÊTRES ET AVOIRS : LES DROITS SANS SUJET EN DROIT PRIVÉ ACTUEL

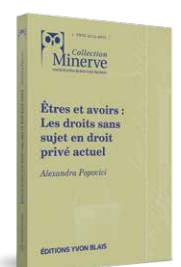
Collection Minerve

Alexandra Popovici

Depuis la mise en vigueur du *Code civil du Québec* en 1994, une nouvelle figure juridique a pris forme en droit civil : le patrimoine d'affectation. Inscrit dans le Code pour héberger la fiducie, ce patrimoine autonome vient bouleverser les assises du droit privé et inscrire sur la scène juridique une alternative jusqu'alors ignorée ou plutôt écartée du droit positif : l'idée que des droits puissent exister et être exercés sans qu'il y ait à leur tête un titulaire qui puisse en jouir.

Ces droits sans sujet ne constituent pas un simple changement marginal en droit civil, mais ils provoquent un profond réaménagement des notions fondamentales et de la structure même du droit. Cet ouvrage souligne ces changements et en explique les conséquences théoriques et pratiques.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-284-9 • 208 pages • 45 \$



MANUEL DE PLAIDOIRIE, 3^e ÉDITION

Techniques et stratégies d'un procès civil

Luc Chamberland

Cet ouvrage porte sur l'ensemble des techniques et stratégies d'un procès civil. Il est d'abord destiné aux avocats ayant une certaine expérience devant les tribunaux, l'auteur s'intéressant à des techniques pointues de la plaidoirie.

On y trouve notamment un chapitre sur l'appel qui s'attarde à la rédaction d'un mémoire, aux questions des juges et à la plaidoirie. L'auteur traite également des différents critères retenus par les tribunaux pour préférer un témoignage à un autre. De plus, il suggère une méthode en sept étapes visant à maximiser la portée d'une pièce mise en preuve. Trois « guides du témoin », truffés de règles utiles, complètent l'ouvrage en annexe.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-468-3 • 280 pages • 85 \$



LE SAVOIR-ÊTRE DES MÉDIATEURS : AMÉLIORER L'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE PAR LA PLEINE CONSCIENCE

NOUVEAUTÉ

Elvis Grahović

Avec l'entrée en vigueur en janvier 2016 du « nouveau » *Code de procédure civile* du Québec qui met à l'avant-plan les modes de prévention et de règlement des différends (PRD), la question de l'éthique professionnelle des intervenants en PRD, et plus particulièrement des médiateurs, devient un enjeu d'actualité.

En médiation, la gestion en temps réel de relations interpersonnelles conflictuelles et complexes rend les dilemmes éthiques extrêmement difficiles à repérer et encore plus délicats à gérer. L'éthique en médiation exige donc du médiateur un savoir-être hors du commun. Comment développer concrètement ces qualités personnelles essentielles, tels l'impartialité, l'intégrité et le respect ? C'est le sujet de cet ouvrage unique.

L'objectif est de proposer une approche innovante pour développer le savoir-être des médiateurs : la pleine conscience, ou présence attentive. En plus d'être une pratique accessible à tous, un consensus scientifique grandissant tend à démontrer empiriquement son efficacité. L'auteur analyse les obstacles psychologiques qui empêchent les médiateurs d'incarner ces qualités personnelles en médiation et il explore ensuite le potentiel de la pleine conscience et de la méditation de pleine conscience pour surmonter ces obstacles et ainsi permettre aux médiateurs de mieux respecter leurs codes d'éthique.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-511-6 • 278 pages • 50 \$



NOUVEAUTÉ

LA PUBLICITÉ DES DROITS, 6^e ÉDITION

NOUVELLE ÉDITION

Denys-Claude Lamontagne et Pierre Duchaine

Référence incontournable, cet ouvrage global sur la publicité des droits fournit aux juristes les éclaircissements nécessaires à la mise en pratique des nombreuses dispositions relatives à la publicité contenues dans le livre neuvième du *Code civil du Québec* et dans les lois complémentaires.

Cette nouvelle édition est toujours divisée en deux livres : la publicité foncière, traitant de la publicité des droits et de la radiation de l'inscription des droits, et la publicité des droits personnels et réels mobiliers.

Nouveau dans cette édition :

- La prise de position des auteurs concernant l'arrêt *Ostiguy*
- La mise à jour des notions d'attestation
- Les radiations : radiations légales, recommandations, exemples, prises de position quant à la pertinence de radier, etc.
- La notion de droits apparents dans le C.c.Q.
- Les droits miniers : recherches et radiation
- Publications au RF et nouveaux articles du C.c.Q.
- Adaptation et nouveautés faisant suite au N.C.p.c.
- Et bien sûr une mise à jour de la doctrine et de la jurisprudence

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-505-5 • 656 pages • 125 \$



BIENS ET PROPRIÉTÉ, 8^e ÉDITION

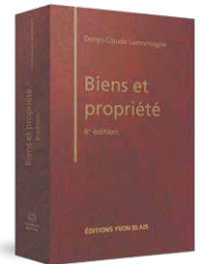
NOUVELLE ÉDITION

Denys-Claude Lamontagne

Le droit des biens constitue une dimension primordiale du droit patrimonial. Cet ouvrage propose une analyse critique du droit des biens principalement axée sur le droit de propriété. Dans une langue claire et précise, l'auteur synthétise les principaux livres que le Code civil consacre à cette branche maîtresse du droit civil, soit le livre IV, « Des biens », le livre VIII, « De la prescription » et le livre IX, « De la publicité des droits ».

Cette 8^e édition de *Biens et propriété* tient compte des derniers amendements législatifs en matière de biens, ainsi que de la jurisprudence la plus récente qui concerne la classification des biens, la publicité des droits, le patrimoine et le domaine, le droit de propriété, ses modalités et démembrements, la possession, la prescription et l'accession. En outre, la bibliographie sélective qui complète chacun des chapitres de l'ouvrage a été mise à jour.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-486-7
738 pages • 130 \$



FORMATIONS DE
M^e BRYAN-ÉRIC LANE
LANE, avocats et conseillers d'affaires inc.

Formation en salle

Les vices cachés

Laval, 29 mars 2019

Tarif jusqu'au 29 janvier 2019 : 455 \$

Les règles et les notions en matière de recours pour vices cachés sont beaucoup plus vastes et étendues qu'on peut le penser. Il est donc essentiel pour le praticien de bien les connaître afin d'éviter les pièges vers lesquels des automatismes peuvent mener. Cette populaire formation de 6 heures offre un portrait juste et complet du sujet.

Webinaires

12 h à 13 h 30 | 95 \$

La prescription en matière de vices cachés et l'incidence de la faillite

En direct : 25 janvier 2019

Les différents recours pour vices cachés

En direct : 15 février 2019

L'inspecteur préachat et les vices cachés

En direct : 8 mars 2019

La contamination et les recours pour vices cachés

En direct : 22 mars 2019

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE, VOLUME 447

NOUVEAUTÉ

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les conférences prononcées le 9 novembre 2018, à Montréal, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit de la copropriété divise*.

Table des matières

- Parties privatives, parties communes, parties communes à usage restreint : le défi des foyers et cheminées
Ludovic Le Draoullec
- La liberté d'expression et le droit à la réputation en copropriété
Bruno Bourdelin et Florence Peloquin
- La récupération des honoraires extrajudiciaires en copropriété après les arrêts *Viel* et *Groupe Van Houtte inc.* de la Cour d'appel
Serge Abud
- Les restrictions aux droits des copropriétaires et leurs limites
Maxime Laflamme-Leblond
- Revue de la jurisprudence récente en droit de la copropriété divise
Yves Papineau
- Médiation et arbitrage en copropriété
Stefania Chianetta

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-350-1 • 354 pages • 70 \$



LES CONTRATS MUNICIPAUX PAR DEMANDES DE SOUMISSIONS, 4^e ÉDITION

NOUVELLE ÉDITION

André Langlois

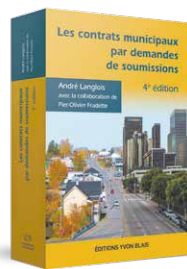
Avec la collaboration de Pier-Olivier Fradette

Cet ouvrage se veut une synthèse de l'état actuel du droit en matière d'adjudication des contrats municipaux par voie de soumissions. Il traite de manière pointue l'ensemble des règles applicables aux organismes municipaux en ce qui a trait aux choix de leurs cocontractants et propose un tour d'horizon de la jurisprudence et de la doctrine sur le sujet. L'ouvrage fournit de précieux renseignements juridiques et facilitera le travail des élus locaux et de leur administration municipale lorsqu'ils recourront à cette méthode d'attribution des contrats.

Nouveaux dans cette édition :

- Les nombreuses modifications législatives survenues au cours des dernières années tant dans les lois municipales que dans les lois provinciales.
- Des sections importantes sont consacrées au rôle de l'Autorité des marchés publics et aux nouvelles règles concernant l'admissibilité des entreprises pour pouvoir contracter avec les organismes publics comme les municipalités.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-458-4 • 818 pages • 130 \$



DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, VOLUME 450

NOUVEAUTÉ

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences prononcées le 23 novembre 2018, à Montréal, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit de l'environnement*.

Table des matières

- L'accès à l'information : principale avancée procédurale de la récente modernisation de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ?
Jean Baril
- Les milieux humides et hydriques au coeur de la récente réforme de la gouvernance de l'eau au Québec
Daniel Bouchard et Chloé Fauchon
- La dérive des garanties légales en environnement
Michel Bélanger et Alexandre Desjardins
- Le droit des hydrocarbures au Québec – Un pas en avant, deux pas en arrière
Dominique Amyot-Bilodeau
- Les compétences fédérales et l'application de la réglementation et des lois provinciales environnementales : un ménage tumultueux
Sébastien Poirier et Roger Paiement
- La nouvelle *Loi sur la qualité de l'environnement* et son régime d'autorisation ministérielle
Robert Daigneault avec la collaboration de Lucie Gosselin
- L'impact des plans, politiques, guides et directives sur le pouvoir discrétionnaire octroyé par la *Loi sur la qualité de l'environnement* : la prévisibilité au détriment de la flexibilité ?
Christine Duchaine et Marie-Pier Goyette Noël

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-353-2 • 442 pages • 78 \$



LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME ANNOTÉE

MAINTENANT OFFERT EN VERSION NUMÉRIQUE

Jean-Pierre St-Amour

Plus facile que jamais à consulter grâce à sa version numérique, cet ouvrage de référence présente la Loi dans l'ordre numérique des titres, des chapitres, des sections et des articles qui la composent. Chaque titre, chapitre ou section fait l'objet d'un commentaire de présentation exposant, le cas échéant, l'objectif poursuivi par le législateur, la portée de la ou des dispositions ainsi que son impact concret dans la réalité sociale. Vous trouverez également, à la suite des commentaires de présentation, une rubrique dressant un inventaire pertinent de la doctrine juridique ou urbanistique applicable.

Suivent un historique législatif, un exposé des dispositions complémentaires contenues ailleurs dans la Loi ou dans d'autres lois ainsi que, dans certains cas, un commentaire détaillé traitant de manière plus approfondie de la portée réelle de dispositions particulières. Un plan des rubriques permet ensuite de saisir les différents aspects traités au fil des ans par la jurisprudence, résumée de manière chronologique en présentant l'évolution des principes retenus par les tribunaux.

Il s'agit d'un outil indispensable pour guider les juristes, les personnes oeuvrant dans le domaine de l'urbanisme, les administrateurs ou les élus municipaux dans la compréhension et l'application de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Volumes à feuilles mobiles
2 reliures à anneaux
env. 1800 pages • 2-89451-301-1
Ouvrage imprimé (+ version numérique offerte gratuitement) : 475 \$
Ouvrage numérique : 475 \$
Mises à jour par année facturées séparément.



DROIT QUÉBÉCOIS DE L'ENVIRONNEMENT

Pierre B. Meunier

Cet ouvrage contient l'ensemble des lois et règlements en matière d'environnement, soit une quarantaine de lois et près d'une centaine de textes réglementaires.

Les documents sont organisés par référence alphanumérique du ministère de la Justice et sont facilement repérables avec des onglets. Ainsi, la *Loi sur la qualité de l'environnement* et tous ses règlements peuvent être repérés rapidement sous l'onglet Q-2 dans le volume 2. De plus, une section, Autres documents, reprend l'essentiel des politiques et directives émanant des ministères et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Trois mises à jour par année permettent de suivre l'actualité législative.

Également offert sur cédérom

La totalité du contenu de la version papier de *Droit québécois de l'environnement* ainsi que d'autres documents plus techniques sont offerts sur cédérom (Objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et apport financier global devant y être consacré (D. 407-2007); Plan de gestion de la pêche du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Plans des habitats fauniques; Table nationale de la faune et Tables régionales de la faune). Cet outil vous permet de visualiser rapidement et de faire des recherches dans les textes intégraux des lois, règlements, politiques et directives, dispositions transitoires, tableaux, etc.

Abonnement annuel
Ouvrage à feuilles mobiles
3 reliures à anneaux
2-89451-922-2
env. 3300 pages
685 \$ (Le prix inclut les mises à jour de la première année d'abonnement.)
Cédérom : 234 \$



LA DÉONTOLOGIE DU REPRÉSENTANT EN ASSURANCE DE DOMMAGES

NOUVEAUTÉ

Vincent Caron

Cet ouvrage s'intéresse à l'aspect déontologique entourant la conduite du représentant en assurance de dommages.

L'auteur présente les principes généraux du droit disciplinaire appliqués aux représentants en assurance de dommages, puis analyse les infractions les plus fréquentes qui leur sont reprochées. Il propose ensuite une version annotée et commentée du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r. 5) en y incluant de manière exhaustive la jurisprudence disciplinaire des 20 dernières années. L'ouvrage répertorie ainsi minutieusement les sanctions disciplinaires imposées aux représentants et aux dirigeants de cabinets.

Un index analytique détaillé complète l'ouvrage afin de faciliter le repérage de l'information pertinente, puisqu'un même comportement peut parfois aller à l'encontre de plusieurs dispositions déontologiques.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-506-2 • 468 pages • 78 \$



DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DES ASSURANCES, VOLUME 451

NOUVEAUTÉ

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences prononcées le 7 décembre 2018, à Montréal, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit des assurances*.

Table des matières

- L'interprétation des polices d'assurance en 2018
Renée-Maude Vachon
- Légalisation du cannabis et droit des assurances
Benoît Chartier
- L'état du droit en matière d'assurances dans le domaine de la construction
Élif Oral et Marie-Hélène Caron
- Le principe d'équité pour guider le partage de la limite de couverture
Benjamin Poirier
- Le fardeau de preuve de l'assureur raisonnable : où en sommes-nous depuis le jugement *CGU, Compagnie d'assurance du Canada c. Paul ?*
Simon Corriveau
- Revue de la jurisprudence récente en droit des assurances
François Marseille

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-510-9 • 304 pages • 68 \$

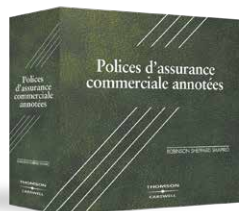


POLICES D'ASSURANCE COMMERCIALE ANNOTÉES

Robinson Sheppard Shapiro

Un outil pratique et indispensable pour tous les praticiens du droit des assurances, cet ouvrage à feuilles mobiles propose près de 1000 résumés de jurisprudence en assurance commerciale en provenance du Québec et des autres provinces canadiennes. Divisé en deux grandes sections, Biens et Responsabilité, l'ouvrage propose des résumés portant, notamment, sur les sujets suivants : description générale de la couverture ; biens couverts et exclus ; risques couverts et exclus ; non-respect des obligations de l'assuré ; fausses déclarations ou omissions ; intérêt assurable ; etc. De nombreuses sous-sections s'attardent plus en détail à des points ayant fait l'objet de litiges entre assureurs et assurés.

Ouvrage à feuilles mobiles
0-459-21575-2
env. 800 pages • 310 \$
Mises à jour périodiques
facturées séparément.

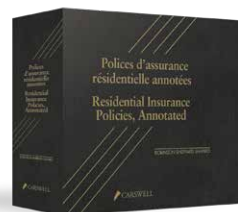


POLICES D'ASSURANCE RÉSIDENTIELLE ANNOTÉES / RESIDENTIAL INSURANCE POLICIES, ANNOTATED

Robinson Sheppard Shapiro

D'utilisation facile, ce recueil de jurisprudence aidera le lecteur confronté à un problème d'interprétation d'une police d'assurance résidentielle. Les auteurs ont regroupé les versions française et anglaise de formulaires types utilisés dans le domaine de l'assurance résidentielle, et ont fourni l'interprétation qu'ont donnée les tribunaux de chacune des clauses ou parties de clauses sous forme de résumés de jugements. La jurisprudence qui y est citée provient du Québec et, au besoin, des autres provinces canadiennes. L'utilisateur y trouvera annotées les polices de propriétaires-occupants, de locataires et de propriétaires d'unités divisées, de même que les polices de responsabilité civile des particuliers et les dispositions générales (Conditions statutaires).

Ouvrage à feuilles mobiles
0-459-54114-5
env. 700 pages • 300 \$
Mises à jour périodiques
facturées séparément.



L'ASSURANCE AUTOMOBILE AU QUÉBEC

Indemnisation du dommage corporel, indemnisation du dommage matériel

Jean-François Lamoureux

La *Loi sur l'assurance automobile* n'est pas toujours facile à comprendre. Cet outil de travail vous permettra de mieux comprendre la loi et de vous éviter des recherches inutiles. Vous y trouverez les versions française et anglaise de la *Loi sur l'assurance automobile* du Québec, rehaussées de dispositions connexes et de plusieurs centaines de résumés de jurisprudence. Sont également présentés en version bilingue les règlements pertinents ainsi que les formulaires courants, accompagnés de jurisprudence. Le texte de la loi ainsi que les formulaires ont été indexés, tant en français qu'en anglais.

Ouvrage à feuilles mobiles
0-459-21577-9
env. 1100 pages • 350 \$
Mises à jour périodiques
facturées séparément.



LE DROIT À LA VIE PRIVÉE EN DROIT QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

NOUVEAUTÉ

Karim Benyekhlef et Pierre-Luc Déziel

Le droit à la vie privée recèle plusieurs facettes et marque tous les champs du droit. *Le droit à la vie privée en droit québécois et canadien* est un ouvrage privilégié pour bien comprendre sa portée et son application dans notre société contemporaine où il est fréquemment invoqué.

Cet ouvrage couvre toutes les facettes du droit à la vie privée, qu'elles relèvent du droit public (constitutionnel, criminel, administratif) ou du droit privé (civil et common law). La matière est présentée selon les trois sphères de revendications établies par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Dymont* : personnelle, spatiale et informationnelle. De plus, les auteurs ont privilégié une analyse sous la forme d'extraits de jurisprudence et de doctrine, typique des *casebooks* américains. Car la jurisprudence, particulièrement l'interprétation de l'article 8 de la *Charte canadienne des droits et libertés* par la Cour suprême du Canada, constitue le principal vecteur du droit à la vie privée en matière constitutionnelle.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-455-3 • 868 pages • 109 \$



GUIDE PRATIQUE SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION

NOUVEAUTÉ

Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPi)

Ce guide pratique est conçu spécialement pour les responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels. Il fournit aux responsables de la documentation, appuyée de jurisprudence, et des outils afin de les assister dans le traitement des demandes d'accès et de rectification qui leur sont adressées.

Le guide est offert en version numérique seulement sur la plateforme Thomson Reuters ProView. Reconnue pour sa convivialité, cette plateforme permet, notamment, la recherche par mots clés ou par table des matières ; la prise de notes, le classement et le partage de celles-ci ; l'accès à votre produit à partir de plusieurs appareils (ordinateur, tablette ou iPhone). L'abonnement comprend un nombre illimité d'utilisateurs à une même adresse physique.

Ouvrage numérique
4 mises à jour par année facturées séparément
315 \$ (membres de l'AAPi)
415 \$ (non-membres)



PRÉCIS DE DROIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, 6^e ÉDITION

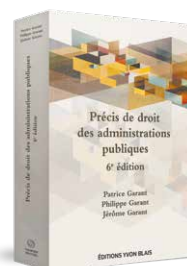
NOUVELLE ÉDITION

Patrice Garant, Philippe Garant et Jérôme Garant

Les administrations publiques, soit le Gouvernement et l'ensemble des institutions du secteur public, sont régies par des principes et règles formant le droit administratif. À l'époque où l'on cherche à redéfinir le rôle du secteur public, l'efficacité de la réglementation publique et la gestion des services publics, l'étude de ce droit s'impose avec urgence, d'autant plus que se fait sentir également l'influence des Chartes des droits dans les relations Administration-administrés.

Maintes fois cité par les tribunaux, notamment par la Cour suprême du Canada, cet ouvrage porte sur le droit administratif général. Cette nouvelle édition met à jour sept années de développement législatif et de jurisprudence et peut servir d'introduction aux diverses branches spécialisées, tels le droit municipal, le droit scolaire, le droit de l'environnement, le droit de l'immigration et des réfugiés, etc.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-480-5 • 558 pages • 65 \$



PRIX DE LA FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC 2015
CATÉGORIE NOUVEL AUTEUR

L'OMBUDSMAN AU QUÉBEC

Agir selon ce qui est légal, raisonnable, équitable

Jean-Claude Paquet

Cet ouvrage se veut un rappel des fondements historiques, philosophiques et juridiques de l'institution de l'ombudsman, ainsi qu'une étude de l'étendue et l'exercice de sa compétence, et la mise en œuvre de ses pouvoirs, en passant d'abord par l'exemple du Protecteur du citoyen, mais sans s'y limiter. En effet, l'ombudsman est en plein essor au Québec, à preuve les développements relatifs à l'ombudsman municipal et au protecteur de l'élève, dans le secteur public, mais aussi dans le secteur parapublic et privé.

L'ouvrage a pour but de constituer, sinon un guide, à tout le moins un répertoire des bonnes pratiques, essentielles pour le succès de l'institution. Ainsi, il décrit le déroulement de l'intervention de l'ombudsman, de l'examen de la plainte à la recommandation, en passant par son action collective et systémique. De plus, il traite des principes d'interprétation applicables à l'ombudsman et ses pouvoirs, et décrit le prisme de son action, soit la légalité, la raisonnable et l'équité. Il discute des avenues de la réparation qu'il propose à l'administration et des questions d'éthique et de déontologie qui le concernent. Il fournit aussi des éléments de réflexion sur la création d'un bureau d'ombudsman et son évaluation.

Couverture rigide • 2014 • 978-2-89635-591-4 • 550 pages • 86 \$



DROIT DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, 3^e ÉDITION

NOUVELLE ÉDITION

La loi et la jurisprudence commentées

Bernard Cliche, Jean-François Séguin, Guillaume Saindon et Mélanie Charest

Il y a maintenant près de 25 ans, était publiée la seconde édition de cet ouvrage concernant le droit de la santé et de la sécurité du travail.

Bien entendu, depuis ce temps, les tribunaux, que ce soit la Commission des lésions professionnelles, le Tribunal administratif du travail ou encore les tribunaux de droit commun, soit la Cour supérieure, la Cour d'appel du Québec et, ultimement, la Cour suprême du Canada, ont rendu de multiples décisions sur les sujets abordés par cet ouvrage et qui demeurent toujours d'actualité.

Le nombre de décisions analysées se chiffrant par milliers, les auteurs vous présentent un résumé de la jurisprudence actuelle, pour en dégager les principes, et proposer à l'occasion diverses interprétations. Ils se sont également appuyés sur les monographies qui ont traité de ce sujet, de même que des conférences et ouvrages de doctrine publiés au fil des ans sur toutes les questions abordées par cette nouvelle édition.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-288-7 • 600 pages • 70 \$



FORMATIONS

Tout se vole, même le temps

M^e Catherine Pépin, Le Corre Avocats

Webinaire en direct : 12 février 2019, de 12 h à 13 h 30 | 95 \$



Les droits de la personne et les relations du travail : les concepts appliqués à des situations concrètes

Monette Barakett Avocats S.E.N.C.

Modérateur : M^e Jean-François Pedneault

Formation en salle : Montréal, 4 avril 2019

Tarif jusqu'au 4 février 2019 : 255 \$

L'art de rédiger des clauses restrictives à la lumière des enseignements de la jurisprudence récente

M^e Frédéric Desmarais, Norton Rose Fulbright Canada

Formation en salle : Montréal, 17 avril 2019

Tarif jusqu'au 17 février 2019 : 255 \$



Fausse déclaration à l'embauche : comment les prévenir, comment réagir ?

M^e Emilia Nyitrai, Le Corre Avocats

Webinaire en direct : 14 mai 2019, de 12 h à 13 h 30 | 95 \$



Simplifier la gestion des relations du travail et de la santé et sécurité au travail : questions complexes, réponses claires !

Le Corre Avocats

Formation en salle : Montréal, 29 mai 2019

Tarif jusqu'au 29 mars 2019 : 455 \$

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DU TRAVAIL EN ÉDUCATION, VOLUME 448

NOUVEAUTÉ

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences qui ont été prononcées le 15 novembre 2018, à Québec, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit du travail en éducation*.

Table des matières

- Les enseignants ne sont pas en « pause » : la disponibilité des enseignants rendue obligatoire par l'organisation du travail
Graciela Barrère et Denis Lavoie
- L'impact de l'invalidité et des congés parentaux sur l'octroi des contrats d'engagement et les listes de priorité et de rappel
Nicolas Houle-Gingras et Isabelle Demers
- Les droits de la direction
Gilles Grenier, Linda Lavoie et Marie-Pier Bujold Boutin
- L'Entente multisectorielle en milieu scolaire : comment garder le cap en zone de turbulence à titre d'employeur ?
Jonathan Desjardins Mallette et Geneviève Lapointe
- Jurisprudence récente en matière d'ordonnances de sauvegarde
Yann Bernard et Raphaël Buruiana

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-351-8
226 pages • 62 \$



LES MESURES DISCIPLINAIRES ET NON DISCIPLINAIRES DANS LES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL, 2^e ÉDITION

Linda Bernier, Guy Blanchet, Lukasz Granosik et Éric Séguin

Bénéficiant d'une solide réputation, cet ouvrage de référence s'adresse à toute personne oeuvrant dans le domaine des relations du travail. Elle fournit une analyse claire, concise et exhaustive des principales décisions rendues sur les nombreux sujets traités par les tribunaux d'arbitrage québécois et les tribunaux supérieurs, y compris la Cour suprême du Canada. Les utilisateurs apprécieront particulièrement les commentaires des auteurs qui permettent de trouver des pistes de solution aux problèmes que soulève l'imposition de telles mesures dans le contexte des relations du travail.

Vous pouvez accéder à une version en ligne de cet ouvrage, et de plusieurs autres ouvrages de référence en ressources humaines et en droit du travail, sur le service de recherche en ligne *La référence RH*.

Deux reliures à anneaux
Feuilles mobiles
978-2-89635-345-3
env. 1350 pages • 578 \$
Mises à jour facturées séparément



GOVERNANCE D'ENTREPRISE, CONFORMITÉ ET CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

NOUVEAUTÉ

Approche globale et comparative

Sous la direction de **Ivan Tchotourian et Jean-Christophe Bernier**

Ce volume propose une approche globale et comparative sur la gouvernance d'entreprise, la conformité et la criminalité économique. Il regroupe les textes d'une vingtaine d'experts nationaux et internationalement reconnus (universitaires et praticiens).

Sous un regard pluridisciplinaire, l'ouvrage s'interroge sur le rôle de l'éthique organisationnelle, met en lumière le cadre de prévention contre la fraude et la corruption et traite de la réglementation résiliente, ainsi que du rôle de la conformité à l'ère de l'automatisation des services financiers.



Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-425-6
658 pages • 75 \$

FORMATIONS DE M^e MARC GUÉNETTE, THOMSON REUTERS



Formations en salle

Droit des sociétés I – La création de l'entreprise

Montréal, 23 janvier 2019 | Tarif : 495 \$

Droit des sociétés II – L'existence de l'entreprise

Montréal, 8 février 2019 | Tarif : 495 \$

Tarif réduit pour les deux journées *Droit des sociétés I*
+ *Droit des sociétés II* : 891 \$ par personne

La révision et la mise à jour du livre de la société

Montréal, 12 mars 2019 | Tarif : 275 \$

Conventions entre actionnaires III

Québec, 10 mai 2019 | Tarif jusqu'au 10 mars 2019 : 255 \$

Fiducie 101 : mieux comprendre les principes de base

Québec, 10 mai 2019 | Tarif jusqu'au 10 mars 2019 : 255 \$

M^e Guénette présentera de nombreux webinaires en 2019.
Visitez notre site Internet pour tous les détails.

AUTRES FORMATIONS

La convention entre actionnaires et l'assurance : des besoins en constante évolution



M^e **Jasmin Nicol, Fortier, D'Amour, Goyette, S.E.N.C.R.L.** et
M^e **Valérie Ménard, Ménard & Associés**

Montréal, 2 avril 2019

Tarif jusqu'au 2 février 2019 : 255 \$

La vie fiscale d'une PME : en termes simplifiés !

M^e **Jasmin Nicol, Fortier, D'Amour, Goyette, S.E.N.C.R.L.**

Montréal, 30 avril 2019

Tarif jusqu'au 28 février 2019 : 255 \$

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, VOLUME 449

NOUVEAUTÉ

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences prononcées le 16 novembre 2018, à Montréal, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit de la propriété intellectuelle*.

Table des matières

- La compensation pécuniaire en litige de marques de commerce
Daniel S. Drapeau
- Les Trolls s'invitent au Canada !
Nicolas Sapp et Lina Bensaidane
- Nouvelle législation en marques de commerce : quelques points d'intérêt pour les entreprises canadiennes
François Larose
- Développements récents sur la responsabilité des administrateurs, actionnaires et dirigeants en cas de contrefaçon de propriété intellectuelle
Camille Aubin
- Publicité pour enfants et marques de commerce : jeu d'enfant ou casse-tête pour les grands ?
Cindy Bélanger
- Marque de détaillant apposée sur des produits de tiers : promotion des services ou emploi avec les produits ?
Christian Bolduc et Olivier Jean-Lévesque
- Propriété intellectuelle et émojis : 🍌 ? 🍌 ?
Laurence Bich-Carrière

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-352-5 • 380 pages • 75 \$



50 MOTS CLÉS POUR COMPRENDRE L'ESSENTIEL

NOUVEAUTÉ

L'épargne-retraite et les fonds de pension

Collection FidRisk

Michel Benoit avec la collaboration de Jacques Fontaine

Combien faut-il cotiser et pendant combien de temps ? Quel est le meilleur mode d'épargne pour la retraite ? Qu'arrive-t-il en cas de perte d'emploi ou en cas de cessation de vie commune ? Comment s'adapter aux nombreuses lois et leur réglementation de plus en plus complexes ? Voilà un échantillon des enjeux traités par cet ouvrage afin d'aider travailleur, syndicats et entrepreneurs à mieux comprendre les mécanismes de l'épargne-retraite et des fonds de pension.

L'ouvrage s'articule autour de 50 mots clés jugés incontournables qui sont définis de manière vulgarisée, illustrés, exemplifiés et référencés avec plus de 160 capsules de résumés de recherches nationales internationales et 30 précieuses références, appuyées ici et là par le témoignage d'une dizaine de personnalités reconnues dans ce domaine. L'ouvrage comprend un tableau regroupant l'ensemble des 50 mots clés définis pour offrir une vision synthèse de l'ensemble.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-469-0 • 320 pages
Livre imprimé ou numérique : 50 \$
Combo imprimé et numérique : 60 \$



LE PATRIMOINE BÂTI JUDICIAIRE DE MONTRÉAL

NOUVEAUTÉ

Travaux du colloque tenu le 19 mai 2017 à Montréal

Sous la direction de la Fondation Lafontaine-Cormier

Les institutions juridiques sont un des éléments constitutifs de l'identité du Québec et du Canada. Tout ce qui s'y rattache revêt une importance particulière. À l'occasion du 375^e anniversaire de Montréal et du 150^e anniversaire du Canada, la Fondation Lafontaine-Cormier a organisé en 2017 un Colloque sur le patrimoine bâti judiciaire montréalais en partenariat avec le Barreau de Montréal, l'Ordre des architectes du Québec et la Fédération des sociétés d'histoire du Québec. Ce volume regroupe les textes des conférences prononcées à cette occasion.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-447-8 • 170 pages • 25 \$



LE DROIT DU SPORT AU QUÉBEC ET AU CANADA

Marianne Saroli et Patrice Brunet

Les enjeux sans cesse grandissants liés au droit du sport rendent les discussions d'ordre juridique de plus en plus courantes. En cas de litiges, les intervenants doivent se référer aux principes élémentaires du droit commun, notamment du droit civil, du droit pénal, du droit administratif et du droit du travail.

Cet ouvrage unique rassemble et analyse les principaux éléments juridiques auxquels sont confrontés les participants, les entraîneurs, les officiels, les différentes organisations sportives, les spectateurs et les observateurs. De la responsabilité d'une ligue sportive municipale aux contrats des athlètes professionnels, en passant par le dopage, les auteurs souhaitent par ce livre mieux informer leurs collègues juristes sur le droit sportif, tout en le rendant accessible au grand public.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-229-0
998 pages • 131 \$



ORDRE JURIDIQUE ET DÉSORDRE SOCIAL, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

NOUVEAUTÉ

Actes des Journées strasbourgeoises 2016

Institut canadien d'études juridiques supérieures

Les Journées strasbourgeoises sont consacrées à des questions d'actualité, regroupées sous une thématique générale susceptible d'intéresser des juges et des juristes canadiens ainsi que leurs collègues étrangers. Ce volume regroupe les actes du colloque tenu à l'été 2016 sous le thème : Ordre juridique et désordre social, politique et économique.

Couverture rigide • 2018 • 978-2-89730-231-3 • 276 pages • 65 \$



WEBINAIRES DE M^e MARIANNE SAROLI

Maintenant offerts en rediffusion :

Le dopage en contexte sportif

Responsabilité civile en contexte sportif

LES NOUVELLES FORMES DE SERVITUDE ET LE RÔLE DU DROIT : LE CAS DE LA PRIVATION DE MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS AU CANADA

NOUVEAUTÉ

Prix Michel-Robert 2017

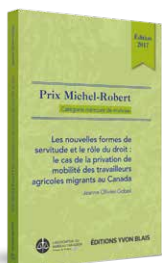
Jeanne Ollivier-Gobeil

Depuis le milieu des années 1960, le gouvernement canadien organise la migration temporaire de travailleurs agricoles originaires principalement des Caraïbes et d'Amérique centrale, via deux principaux programmes, soit le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) et le Volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Une caractéristique commune centrale de ces programmes soulève toutefois les critiques de plusieurs organisations et chercheurs, soit l'assignation des travailleurs à un employeur unique, puisque celle-ci aurait pour effet de priver les travailleurs de leur mobilité sur le marché du travail.

Cet ouvrage se propose d'examiner le rôle de cette disposition juridique comme mécanisme de privation de la mobilité des travailleurs. L'objectif de cette recherche est d'analyser le rôle double du droit, d'une part, dans la production et l'encadrement de ces formes de travail non libre, et d'autre part, dans la possible contestation de celles-ci.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-474-4 • 200 pages • 35 \$



ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE - LOIS ET RÈGLEMENTS EN INGÉNIERIE 2019/ ETHICS AND PROFESSIONAL DEONTOLOGY - LAWS AND REGULATIONS IN ENGINEERING 2019

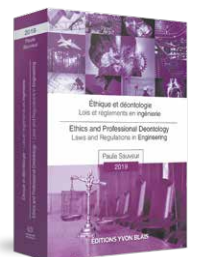
NOUVELLE ÉDITION

Paula Sauveur

Cet ouvrage s'adresse d'abord aux ingénieurs qui souhaitent connaître les exigences en matière d'éthique et de déontologie ainsi que les autres normes qui affectent et régissent leurs activités professionnelles. Il vise également à accompagner les étudiants dans leur démarche d'admission à l'Ordre des ingénieurs du Québec ou l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario.

Il recense les versions bilingues des principales lois et des principaux règlements en vigueur au Québec et en Ontario concernant l'éthique et la déontologie dans l'exercice de la profession d'ingénieur. Les lois et les règlements sont présentés de façon intuitive et dans un format facile à consulter.

Couverture souple • 2018 • 978-2-89730-512-3
702 pages • 90 \$





LE DOPAGE DANS LE CONTEXTE DU SPORT PROFESSIONNEL AU SEIN DE LA LNH

Marianne Saroli

Ce texte est extrait d'une chronique publiée dans l'outil de recherche en ligne *La référence*. Nous vous proposons le contenu relatif à la LNH.

INTRODUCTION

Le concept du sport « propre » est de plus en plus remis en doute en ce que la prise de substances améliorant la performance athlétique menace son intégrité. Les attentes sont de plus en plus élevées, ce qui peut donner l'impression chez les athlètes que leurs aptitudes naturelles ne suffisent pas pour exceller. Toutefois, des substances améliorant la performance athlétique sont malheureusement offertes pour répondre à ces attentes. Comme le sport est intimement lié au concept de performance, certains sont prêts à tout pour gagner. Cela dit, la consommation de produits dopants constitue une pratique illégale à géométrie variable, selon les règles adoptées par les organismes réglementant le sport et ses athlètes. Quoi qu'il en soit, le dopage n'est pas un phénomène récent, mais très ancien. En effet, déjà en Grèce antique, les athlètes s'assujettissaient à des traitements spéciaux pour devenir plus performants. Ce n'est cependant que vers les années 1920 que le dopage a commencé à faire l'objet de réglementations dans le monde des sports. Depuis, l'encadrement en matière de dopage sportif a beaucoup évolué.

L'une de ces évolutions est la subordination obligatoire au Code mondial antidopage (CMA) par les athlètes professionnels souhaitant devenir membres de leur fédération de sport national et désirant participer aux différents tournois sportifs. En fait, toute épreuve sanctionnée par la fédération internationale doit elle-même se conformer au CMA. Au Canada, les athlètes bénéficiant de soutien financier de Sport Canada ainsi que les athlètes participant au Sport interuniversitaire canadien (SIC) doivent se soumettre aux règles du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES).

L'autorité du CCES découle d'ententes entre les parties et ne résulte pas de l'application d'une législation internationale ou nationale, bien qu'il puisse être envisageable qu'elle le devienne éventuellement. Ce système comporte un puissant effet dissuasif pour créer une vigilance auprès des athlètes et pour lutter contre le dopage sportif. Cependant, comme il s'agit d'un système juridique privé et non public, il existe deux limites fondamentales : les parties visées et la sanction.

Puisqu'il s'agit d'un régime de droit privé, les parties visées doivent obligatoirement avoir accepté, tacitement ou expressément, d'être liées aux règles établies par l'Agence mondiale antidopage (AMA). Conséquemment, l'AMA (ou le CCES) n'a aucune juridiction sur les ligues de sport professionnel qui choisissent de ne pas adhérer à son programme antidopage.

De façon générale, les politiques antidopage du sport professionnel se distinguent du sport amateur, notamment parce que la plupart des fédérations sportives internationales sont assujetties à l'application du CMA. Ainsi, les plus grandes exceptions sont les ligues professionnelles, lesquelles développent leurs propres critères qui ne sont pas nécessairement alignés sur ceux de l'AMA. En effet, les ligues professionnelles coordonnent généralement leurs programmes

antidopage dans leurs conventions collectives. Au sein des quatre ligues majeures, chacune d'elles utilise des tests distincts pour une variété de substances et les peines sont différentes d'une ligue à l'autre.

Par conséquent, les sports professionnels ont élaboré des politiques de dopage qui leur sont propres puisque les équipes sportives professionnelles sont des entreprises privées et que les athlètes professionnels sont des salariés. Les lois du travail accordent aux employés le droit de se syndiquer et le droit de négocier collectivement leurs conditions de travail. Comme la plupart des sports professionnels en Amérique du Nord ont des associations de joueurs, ils sont assujettis aux lois du travail. Par exemple, la MLB, la LNH, la NFL et la NBA sont soumises à l'application du National Labor Relations Act et le dépistage de drogues peut constituer une condition d'emploi. Les ligues sportives professionnelles et les associations de joueurs doivent collectivement négocier les politiques relatives au dopage.

La ligue professionnelle doit alors s'entendre avec l'Association sur les conditions du programme antidopage qu'elle veut adopter et elle devra habituellement leur donner un avantage en retour, comme l'augmentation du salaire minimum chez les joueurs. De son côté, l'Association des joueurs doit protéger les droits de ses membres et leurs conditions d'emploi, mais aussi s'assurer qu'ils travaillent dans un environnement sécuritaire en développant un programme antidopage efficace.

Or, la popularité des athlètes a exposé au grand public tant leurs exploits sportifs que leurs inconduites, comme la consommation de drogues récréatives ou les contrôles positifs à des substances interdites. Malheureusement, le nombre d'athlètes professionnels ayant fait l'usage de drogues récréatives ou de produits dopants visant à améliorer leur performance a considérablement augmenté au cours des dernières années.

LES POLITIQUES DE LA LNH

Du côté de la LNH, une politique antidopage a été insérée à la convention collective en 2005, suivant le lockout. Par exemple, les joueurs de la LNH sont systématiquement testés deux fois par saison. Durant la saison estivale, la convention collective permet aux dirigeants de la LNH de tester un maximum de 60 joueurs aléatoirement.

Par ailleurs, la convention collective de la LNH possède un programme relatif aux abus de substances et à la santé comportementale (SABH ou substance abuse and behavioural health). C'est l'article 47 de la convention qui couvre l'usage de produits dopants en précisant que les abus de stupéfiants et les problèmes

de comportement chez les joueurs peuvent être traités par le SABH. En effet, ce programme offre un traitement progressif qui est adapté aux besoins des joueurs. L'athlète doit d'abord se soumettre à un examen médical et psychologique, qui permettra ensuite d'établir la durée et la nature du traitement.

Selon les termes de la convention collective, une première infraction entraîne une suspension de 20 matchs sans solde accompagnée d'une participation obligatoire au programme SABH institué par la ligue pour une évaluation et de possibles traitements. Une deuxième incartade engendre une suspension de 60 matchs sans solde et une troisième entraîne une suspension permanente. Il est assez exceptionnel qu'un joueur de la LNH soit suspendu pour violation aux règles antidopage de la ligue. L'un des rares exemples remonte au 6 novembre 2014. Carter Ashton, un ancien joueur des Maple Leafs de Toronto, avait été suspendu 20 matchs sans salaire pour avoir enfreint les règlements du programme antidopage après avoir subi un contrôle antidopage positif à du Clenbutérol. Un autre exemple est survenu le 2 septembre 2018 après que la LNH ait suspendu le défenseur des Golden Knights de Vegas Nate Schmidt pour 20 matchs en raison d'une violation à la politique antidopage de la ligue. Comme le prévoit la convention collective, ces suspensions devaient être accompagnées d'une obligation à participer au programme SABH.

Dans un autre ordre d'idées, il importe de faire état de quelques arrestations de joueurs de la LNH ayant fait la manchette au cours des dernières années pour des infractions liées à la drogue. En avril 2014, l'ancien joueur du Lightning de Tampa Bay Ryan Malone a été accusé de possession de cocaïne et de conduite avec facultés affaiblies. L'affaire s'est soldée par un règlement à l'amiable. L'ancien attaquant des Kings de Los Angeles Jarret Stoll a été accusé en 2015 à Las Vegas de possession de cocaïne, bien qu'il ait plaidé coupable à une infraction moindre.

Spécifions qu'en vertu du SABH, l'athlète est suspendu sans salaire pendant son traitement s'il est déclaré coupable d'une infraction criminelle relativement à une possession de stupéfiants. Subséquemment, il ne pourra réintégrer son milieu de travail que si les médecins l'autorisent. Par exemple, même si Ryan Malone avait conclu une entente à l'amiable, il devait néanmoins se soumettre au SABH.

Selon le vice-président de la LNH, Bill Daly, le nombre de joueurs prenant de la cocaïne est en hausse dans la LNH. La Ligue souhaite ajouter cette drogue à la liste de produits interdits, mais pour ce faire, les joueurs doivent accepter de modifier la convention collective. Ce sujet sera peut-être abordé lors de la négociation collective de la prochaine convention.

Les ligues professionnelles coordonnent généralement leurs programmes antidopage dans leurs conventions collectives.

Il est assez exceptionnel qu'un joueur de la LNH soit suspendu pour violation aux règles antidopage de la ligue.

Un lien privilégié

Bénéficier des services exclusifs de **rédaction juridique** offerts chez **Marque d'or**, c'est choisir un partenaire de confiance capable de vous donner l'avantage concurrentiel.

Conventions entre actionnaires
Capital-actions sur mesure
Transactions d'actions
Variations de la personnalité juridique
Déclarations au REQ
Rapports annuels / Avis

1 800 668-0668
marquedor.com

